

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-mystere-argentin>

Le mystère argentin.

- Argentine -

Date de mise en ligne : mercredi 11 décembre 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Un débat qui a passionné d'autres générations refait surface à la faveur de la crise. L'économiste et journaliste Claudio Katz apporte des éléments pour repenser le pays.

L'effondrement actuel de l'Argentine a réveillé les débats classiques sur le blocage du pays dans le nouveau contexte de misère et de chômage massif. On sait déjà que la crise actuelle est sans précédent depuis celles des années 30 et peut être comparée aux crises observées pendant les guerres ou les catastrophes naturelles. Mais une revue des différentes interprétations montre que les causes de cette dégradation demeurent mystérieuses pour nombre d'analystes. En général, les explications par l'idiosyncrasie et les explications institutionnelles prédominent et servent également de fondement à de nombreuses caractérisations économiques de l'orthodoxie et de l'hétérodoxie. Ces points de vue ignorent l'origine capitaliste de la crise, ses caractéristiques périphériques et l'effet dévastateur des politiques néo-libérales dans un cadre structurellement défavorable à l'accumulation.

Cyclothymie, dépression et différenciation

Les tenants de la thèse de l'idiosyncrasie soulignent trois aspects du tempérament national : la cyclothymie, la dépression et le goût pour la différenciation. Le groupe d'auteurs qui met en évidence le premier défaut souligne que le malheur des Argentins trouve ses racines dans les virages abrupts entre « l'euphorie collective et le pessimisme généralisé » (A.Oppenheimer), entre ton « exultant et mélancolie » (A.Ventura) et entre le « sentiment de grandeur et l'auto-dénigrement" (V.Muleiro). Certains trouvent les racines de ce va-et-vient dans « l'omnipotence et le goût prononcé pour la pensée magique » (J .Abadi) et d'autres dans le « refus de voir la réalité » (M.S.Quesada) ou dans « l'anomie aiguë » (J.Miguens) [II]. Mais la relation qu'ils établissent entre ce basculement mental et la décadence nationale n'est guère convaincante.

Quelques économistes ont évoqué la cyclothymie comme origine de mouvements boursiers imprévus, d'effondrements financiers ou d'investissements risqués. Ce fondement psychologique ne tient pas compte des forces déterminantes de ce processus mais il illustre au moins le comportement immédiat de ses protagonistes. Lorsque ce critère s'applique à l'analyse d'une crise économique de longue durée, cet éclaircissement limité disparaît. Comment la même instabilité émotionnelle qui a induit ces longues périodes de croissance a déterminé un blocage prolongé reste une inconnue.

Le problème majeur de ce schéma mental réside dans l'évaluation indifférenciée de la subjectivité d'une population. Au lieu d'explorer les modes de comportement des maîtres du pouvoir, on prétend élucider comment "nous agissons, nous les Argentins". Et cette interrogation n'a pas de réponse uniforme parce que ceux qui gèrent le pays ne se comportent pas de la même façon que la majorité de la population. En identifiant ces groupes sous le titre de « l'âme nationale », on accorde la même importance aux mesures adoptées par Macri et Duhalde qu'aux réactions des chômeurs, des ouvriers ou des petits épargnants.

Cette distinction élémentaire de groupes sociaux est également ignorée par la thèse de la dépression qui attribue les malheurs nationaux au manque d'enthousiasme. La « nostalgie, la pensée négative et la tristesse » (M. Grondona) sont évoquées comme la résultante d'une « surestimation initiale » et du fait de « croire nous étions faits pour autre chose » (E.Valiente Noailles). On affirme que cette déception a créé un « duel permanent dans le pays tanguero » et a accentué « le sentiment de perte qui accompagne l'immigration » (A.Moffat) et encouragé une « propension délétère à la psychanalyse » (F.Gonzalez) [III].

Mais de ce tableau de l'argentinité, on pourrait tirer des conclusions totalement opposées parce que la perception

des adversités induit également l'effort et la persévérance. Il convient cependant de supposer tout le contraire, parce qu'au royaume du portrait des moeurs, toute hypothèse a sa place. Cet usage multiple du pessimisme argentin diffère guère de ce que l'on attribue au mysticisme russe, à la discipline allemande, à la ténacité britannique ou au génie français. Ces traits ont étayé les arguments pour expliquer tout résultat, tout processus et à tout moment.

La thèse du découragement argentin est par exemple utilisée aujourd'hui par les fonctionnaires nord-américains pour justifier l'échec de leur meilleur élève néolibéral du Cono Sur. Ils affirment que le pessimisme a fait de l'Argentine « un pays invivable » (Washington Post) et une « république bananière » (Wall Street Journal) qui « mérite de souffrir » (fonctionnaires du FMI). La fonction politique impérialiste de ces caractérisations est tout aussi évidente que le penchant colonisé des esprits qui mettent en avant « l'insignifiance de notre pays » (C. Escudé) ou la nécessité de « l'obliger à respecter ses engagements » (R.C.Conde) [IV].

Le troisième trait de l'idiosyncrasie découvert par les explorateurs du tempérament national, c'est le goût pour la distinction, qui découle de « l'arrogance », de la « vivacité créole » et de la « paresse » (M. Aguinis), dans un pays qui « ne s'est jamais mis au travail » (A. Touraine). Cette absence de « culture du travail » (R. Rabanal) est vue comme un vice hérité de la « tradition hispanique d'improductivité » (F.Delich) et comme la conséquence de « la richesse pour peu d'effort » (T. Di Tella) qui a engendré le « mythe de la facilité » [V].

Mais cette vieille thèse libérale a perdu toute sa validité. Elle projetait traditionnellement l'oisiveté des propriétaires terriens rentiers sur toute la population et mettait la non exploitation des ressources naturelles sur le compte de la fainéantise de tous les Argentins. Aujourd'hui, ce portrait ne représente même pas une image déformée de la réalité. Que signifie parler de « paresse » de 44% de la population frappée par un chômage patent et dissimulé ? Déblatérer contre « l'absence de culture du travail » des ouvriers qui subissent des semaines de travail de 55 heures alors que deux heures supplémentaires sur trois leur sont payées est véritablement ridicule. Plus qu'une insulte, c'est un symptôme de perte totale du sens de la réalité.

Les divagations sur la cyclothymie, la dépression et la paresse reprennent le discours de « l'Argentine puissante », que la classe dominante diffusait lorsqu'elle prétendait imiter le « destin nord-américain manifeste ». De ces délires ne reste même pas de souvenirs. Aujourd'hui les recherches métaphysiques tentent seulement de décrire un échec.

Comme dans d'autres pays, les réflexions sur l'identité se sont substituées à l'intérêt pour le caractère national [VI]. Les opinions sur « l'essence » de notre peuple remplacent les études sur les coutumes, cultures, valeurs et productions artistiques. Au lieu de chercher à savoir comment l'environnement géographique, les circonstances historiques et politiques façonnent les particularités d'une communauté, on essaie de révéler les traits intrinsèques, éternels et inamovibles de la nationalité. Les observations sur le tango, la nostalgie et le picaresque servent ce propos qui divertit beaucoup de lecteurs sans offrir de voie de recherche sérieuse.

Violation de la loi et culpabilité des politiques

Un deuxième groupe d'auteurs attribue nos malheurs à une autre coutume argentine : « la violation de la loi ». Certains pensent que le « culte de l'emportement et le mépris des règles » a transformé le pays en un « lieu ternel » (J. Vanossi). D'autres attribuent les « changements de règle du jeu » aux caprices de chaque gouvernement en alternance » (R. Cachanovsky). Beaucoup affirment que l'Argentine est une « société désorganisée » (P. O'Neill), parce que de nouvelles règles apparaissent avant que nous nous adaptions aux règles existantes » (L. Diaz Frers) par un processus « d'inflation législative qui déshonore la loi » (H. Lynch) [VII].

Mais qui viole les principes établis ? Tous les Argentins ou la classe capitaliste dirigeante qui adapte en permanence l'arsenal juridique à ses intérêts ? Si l'état de siège a été prononcé 53 fois depuis 1983, si le Congrès a promulgué

des centaines de lois d'urgence et si les présidents ont adopté un nombre infini de décrets de nécessité et d'urgence c'est parce que la classe dominante modernise ses mécanismes de domination par ces procédés. Ceux qui remettent le plus en cause l'absence de « sécurité juridique » ont l'habitude d'offrir davantage de protection aux patrons et financiers bénéficiaires de ce désordre. Ou peut-être le gouvernement n'a-t-il pas voté pendant les week-ends toutes les lois exigées par le FMI (avec l'aide de quelques cartes Banelco) ?

Par ailleurs, il est totalement arbitraire d'assimiler la réussite d'une nation au respect des lois. Dans le paradis juridique nord-américain, Bush s'est emparé de la présidence en violant des règles constitutionnelles et raccommode aujourd'hui les fraudes comptables et les manœuvres boursières qui enrichissent ses ministres. Dans le monde entier, les ambassadeurs des Etats-Unis se spécialisent dans la corruption de fonctionnaires pour gagner des marchés irréguliers (comme le montre le cas IBM - Banco Nación). En outre, la doctrine de « guerre préventive » actuellement mise en oeuvre par Bush balaye tous les principes du droit international.

Le respect de la loi n'est pas non plus synonyme de prospérité dans la périphérie puisque les pays qui ont récemment connu la plus forte croissance (Chine, Corée du Sud, Malaisie) figurent aux premiers rangs des classements de corruption publique. Dans les mesures de « transparence internationale », il n'apparaît aucune corrélation positive entre honnêteté gouvernementale et taux d'investissement pour une simple raison : le capitalisme se développe autour du gain et non autour de la « propreté éthique ». La stabilité des règles requise par ce système pour neutraliser la destruction compétitive est un principe toujours fragile et fonction des besoins majoritaires du patronat. C'est pourquoi le capitalisme fonctionne en dictant des lois et en ignorant leur application.

Au lieu de reconnaître cette réalité, il est de bon ton de transposer tous les défauts du système à l'action des politiques. On leur attribue « une soif de pouvoir mégalomane » (C. Floria) et un élan à créer des « charges publiques fortes dans des institutions faibles » (F. Laborda). On les décrit comme une caste « divorcée de la société » (E. Valiente Noailles), à l'origine de la crise de représentativité (N. Botana) et de la déconnexion prédominante entre la « politique et la société » (R.Fraga) [VIII].

Par le passé, cette opération de culpabilisation constituait les prolégomènes à un coup militaire. Mais après le génocide des années 70 et l'aventure des Malouines, les gendarmes sont restés en réserve et les campagnes de la droite n'ont servi qu'à renforcer l'habileté capitaliste de la majorité des politiques.

En outre, la critique néolibérale contre ce groupe occulte le fait que l'enrichissement de nombreux législateurs et fonctionnaires constitue simplement une récompense de leur fidélité au patronat. Loin d'agir comme un groupe ingérable de profiteurs, les hommes du PJ (Parti Justicialiste- peroniste) et de l'UCR (Union Civique Radicale) ont loyalement servi leurs parrains de la banque et de l'industrie. S'ils reçoivent les coups au lieu des médailles aujourd'hui c'est parce qu'ils constituent le fusible du système. Ils sautent dès le premier court-circuit et sont balayés si la coupure de courant se généralise. Ce mécanisme qui les flatte, les adule puis les décrie et les remplace est une forme d'oxygénation du système lui-même. Les politiques ne gouvernent pas pour eux-mêmes mais pour les grandes entreprises qui les applaudissent quand les affaires sont florissantes et les dénigrent lorsque la crise arrive.

Toutefois, présenter l'effondrement argentin comme le produit de la faillite d'un système politique conduit en outre à ignorer les racines économiques de cette érosion institutionnelle. On oublie que l'hyperinflation a signifié la déroute d'Alfonsín, que l'effet Tequila a amorcé la baisse de crédit de Menem, qu'ensuite la dépression a sapé la Alianza et qu'enfin le « corralito » a démolé de la Rúa. Insulter les politiques est une façon démagogique d'occulter ce conditionnement de l'effondrement et de dissimuler la responsabilité directe des capitalistes dans la crise.

Mais la « fracture entre la politique et la société » a également été amplifiée par la rébellion populaire. Cette irruption a mis en échec tous les mécanismes de domination et sapé les restes du consensus populaire qui préservaient les politiques patrons. Les critiques de la droite expriment l'irritation créée par cette situation chez les maîtres du

pouvoir. C'est pourquoi les objections contre les appareils traditionnels de contrôle de la population persistent, face à leur incapacité manifeste à désactiver la « rébellion des casseroles » (V.Massot). Cette impuissance peut se mesurer dans les statistiques détaillées des grèves et des barrages sur les routes que propagent les journalistes de droite (Centro Nueva Mayoría). Certains se plaignent des manifestations « confuses, agressives et directes de la souveraineté populaire » (N.Botana) et d'autres laissent libre cours à leur haine des classes en assimilant les malversations des législateurs à « la corruption des « piqueteros » qui exigent des plans pour l'emploi » (C.Escudé) [IX].

Seul ce type de « violations de la loi » - qui menace les privilèges des capitalistes - préoccupe réellement les gardiens de l'ordre répressif en vigueur. Les autres violations juridiques sont des plaintes de circonstances, qui tomberont dans l'oubli si la classe dominante a besoin de changer de registre.

Les racines de l'instabilité politique

Selon les intellectuels du progressisme, l'origine de la crise réside dans le non respect de la loi mais ils attribuent cette absence de discipline à la fragilité institutionnelle. Certains considèrent que ces pratiques, « antithèse de la société civile » (L. Birns, J. Gans) constituent une « maladie autoritaire » (T.E. Martinez). D'autres situent son origine dans le « nationalisme intolérant » des « entreprises qui s'imposent au bien commun » (J.L.Romero) ou au « despotisme qui a détruit la construction nationale » (B. Sarlo). Mais il y a un parallèle dans l'explication de l'effondrement argentin par le « scepticisme vis-à-vis de la légalité » (G.O'Donnell) et « le tripotage des institutions » (F.Luna). On considère que le coup militaire de 1930 marque le début de la décadence nationale par cette caractérisation [X].

Cependant, assimiler la solidité des institutions à la stabilité du capitalisme revient à supposer que le fonctionnement de ce système s'articule autour de la transparence parlementaire, de l'indépendance de la justice ou de la légitimité présidentielle. En réalité, ces instances se développent « normalement » uniquement lorsqu'elles garantissent la croissance des marchés et la rentabilité. Méconnaître ce fait conduit à oublier que la démocratie s'est déchirée en Argentine et dans le monde à chaque fois que le capital s'est heurté à de graves obstacles pour reproduire l'accumulation.

Le progressisme tend à établir, en outre, une relation de causalité simpliste entre la fragilité des institutions et « l'échec économique » et omet les conditionnements historiques et sociaux des deux processus. Cette méconnaissance s'observe dans quatre domaines-clefs de l'échec argentin : l'insertion dépendante, l'héritage rentier des latifundia, les limites de l'industrialisation de substitution et la combativité provocante de la classe ouvrière. Ces éléments ont limité l'accumulation de façon bien plus significative que les va-et-vient institutionnels.

L'insertion dépendante était peu visible lorsque les immigrants européens affluaient en masse dans un pays qui semblait complètement différent du reste de l'Amérique Latine. Mais lorsque cette région a commencé à perdre du poids par rapport à d'autres zones périphériques, tous les effets de l'inégalité du change, le drainage des capitaux et la dualité industrielle (que notre pays partage avec les nations sous-développées) sont remontés à la surface. Cette fragilité structurelle a beaucoup plus influencé l'effondrement national que l'alternance entre gouvernements civils et gouvernements militaires, car aucun de ces épisodes n'a modifié le statut de dépendance du pays.

La structure agricole rentière n'a pas entravé la croissance alors que le revenu naturel de l'agriculture satisfaisait les classes dominantes et pompait les excédents pour investir. Mais ce moule (qui a alimenté une habitude de facilité du gain assimilée par tous les groupes patronaux) n'a pas pu perdurer lorsque la capitalisation mondiale de l'agriculture a réduit l'effet du revenu et renforcé la surproduction d'aliments. Le regard institutionnaliste le plus banal (qui se consacre exclusivement à évaluer le nombre de régimes constitutionnels qui ont prévalu sur les régimes dictatoriaux) ne tient pas compte de cet obstacle qui a également affecté les deux formes de systèmes politiques.

Le point de vue du progressisme n'explique pas non plus pourquoi l'industrialisation substitutive a engendré un secteur manufacturier lent, fragmentaire et peu productif pour alimenter un marché domestique qui était le plus prospère de la zone. De plus, il ne donne pas les raisons de l'échec systématique des tentatives de modernisation qui ont hésité entre les subventions protectionnistes et l'ouverture destructrice et qui ont dominé aussi bien chez les gouvernements civils que militaires.

Enfin, la thèse constitutionnaliste ignore le dénouement des confrontations sociales et le rôle extraordinaire de la classe ouvrière parce qu'elle raisonne selon des critères de citoyenneté opposés à l'analyse des classes. Le paramètre civique est dès lors inutile pour comprendre l'impact de l'action d'un prolétariat qui était le plus organisé et le plus syndicalisé d'Amérique Latine. En considérant la société comme un conglomérat d'électeurs, les institutionnalistes méconnaissent ce rôle des ouvriers. Ils ignorent que la bourgeoisie a été confrontée à une instabilité politique chronique parce qu'il lui a fallu des décennies pour démolir des conquêtes sociales sans précédent dans cette zone.

La crise de l'état cristallise l'effet de ces quatre facteurs déterminants du déclin capitaliste. Cependant, cette « absence d'un appareil prévoyant doté d'une capacité bureaucratique de gestion » (R.Sidicaro) n'est pas la cause mais la conséquence de cet effondrement [XI]. En outre, la forte internationalisation de la haute bureaucratie administrative, financière et militaire de ces dernières années a rongé la cohésion minimale requise par une structure publique pour fonctionner. Les engagements de fidélité de ce groupe vis-à-vis des multinationales employeuses et garantes de sa carrière expliquent pourquoi ses ajustements successifs ont sapé tous les piliers d'une gestion publique efficace.

Les mythes institutionnalistes

Le progressisme a été l'usine de toutes les attentes de reconstruction de l'économie à partir de la stabilité constitutionnelle. Premièrement, Alfonsín a promis de « soigner, éduquer et nourrir avec la démocratie » puis l'Alliance a ouvert la voie à une pluie d'investissements par la simple transformation de l'Argentine en un « pays sérieux ». Les partis de centre gauche réitérent aujourd'hui le même discours et assimilent l'éradication de « l'état mafieux » et la souscription d'un « nouveau contrat moral » à la reprise immédiate de la production. On répète le même diagnostic et les mêmes ordonnances sans évaluer les réactions du patient.

Pourtant, les institutionnalistes qui présentent leurs sottises comme les erreurs collectives de toute la société n'assument pas cet échec comme étant le leur. Ils s'exonèrent de leur responsabilité par l'extériorisation des problèmes et en blâmant tous les Argentins. S'il y a de la pauvreté, c'est parce que « la société la tolère », s'il y a de la corruption, c'est parce que « la société s'en arrange », s'il y a de la criminalité, c'est parce que « la société l'accepte » et s'il y a de l'exploitation, c'est parce que la « société s'y est habituée ».

Mais qu'est-ce que la société ? Un ensemble de groupes divers régulé par des gestionnaires neutres ou un organisme scindé en classes et intérêts sociaux antagoniques ? Au-delà de la caractérisation naïve de cette entité, il est possible d'observer que la « société » tout court est un mythe. Ce qui satisfait la « société rurale » n'est pas ce qui est bénéfique à la « société des coopérativistes » et les exigences du patronat s'opposent aux réclamations des ouvriers.

Ce conflit d'intérêt est plus visible depuis le début de la rébellion populaire, qui, selon les termes de l'institutionnalisme lui-même, a transformé le « citoyen affilié de 83 » et le « citoyen-consommateur » des années 90 en « citoyen membre des assemblées » [XII]. Ce changement - qui a sapé de nombreuses croyances institutionnalistes - a provoqué une grande confusion au sein de l'intellectualité du progressisme, qui oscille entre l'engagement avec les luttes populaires, le désenchantement et le cynisme.

Lectures orthodoxes

Une troisième forme d'interprétation de la crise centrée sur l'économie s'inspire du néo-libéralisme mais elle est très étroitement associée à la thèse de l'orgueil, de la paresse et de l'indiscipline institutionnelle. « L'inclination argentine pour les solutions magiques » est un argument de l'idiosyncrasie très utilisé par les économistes orthodoxes.

Au début, ce groupe parlait d'une récession passagère, conséquence du « choc externe ». Il attribuait cet effet à la « dévaluation du réal » (M. Bein), au « tremblement financier de la Russie et du sud-est asiatique » (M.A. Broda), à la « sécheresse internationale de capitaux » (G.Calvo) ou au « récent phénomène de la mondialisation » (J.C.Moreno) [XIII].

Cependant les malheurs extérieurs ont été la norme de l'histoire économique nationale et ne constituent pas un trait propre à la crise actuelle. En outre, l'Argentine fait plus qu'absorber les chocs extérieurs : elle est devenue la propagatrice de sa crise vers le reste de l'Amérique Latine. C'est pourquoi les économistes de « l'establishment » ont du reconnaître que l'effondrement avait aussi ses racines internes et présentent la convertibilité comme le grand bouc émissaire. Par ailleurs, dans la lignée de cette pensée de l'idiosyncrasie, ils ont attribué cette politique au caractère « prétentieux », « fuyant », « illusoire » et plein de « mirages », qui caractérise les Argentins (J.G.Fraga, A.Velazco, V.Massuh) [XIV].

Mais qui a instauré la convertibilité ? La majorité de la population ou le groupe dirigeant néo-libéral s'efforçant d'offrir des garanties de paiement de la dette extérieure ? Tous les groupes capitalistes ont soutenu cet essai jusqu'à ce que le corset du change démontre qu'il aggravait tous les déséquilibres de l'économie. Et la convertibilité n'était pas la cause de l'effondrement, parce que le taux de change n'est jamais qu'un prix, qui varie avec l'offre et la demande selon la conjoncture et dépend du niveau de productivité de chaque pays à long terme. L'écart de change n'était pas une particularité argentine mais le point commun de nombreux pays confrontés à des situations de sur ou sous évaluation de leur monnaie à différents moments.

L'argument de l'arrogance et de la paresse argentine est également avancé par les néolibéraux pour expliquer le déficit fiscal. Là, les orthodoxes devraient reconnaître qu'ils souffrent de façon exagérée de ces défauts parce que pendant leur long passage aux commandes de la gestion publique, ils ont quintuplé la dette par des subventions accordées au patronat (et à l'affaire frauduleuse des retraites publiques). Le gouffre financier dont souffre le pays vient de cette dette gigantesque et non des dépenses publiques courantes qui, à force de nombreuses réductions, sont en fait pratiquement gelées depuis 1993. La croyance selon laquelle « le secteur privé a fait le réajustement mais celui-ci a été volé par le secteur public » (R.Cachanovsky) se fonde sur l'occultation du fait que les sacrifices sont retombés exclusivement sur les ouvriers des deux sphères [XV]. Les chefs d'entreprises - qui se sont relayés dans la conduite de la gestion publique - ont couramment utilisé les fonds publics pour sauver des entreprises ou des banques en faillite.

Un autre argument néo-libéral note « la rigidité de l'ouverture » et « l'insuffisance des réformes commerciales » qui en découle (N.Argañaraz), comme si le pays avait supporté une avalanche d'importations qui avait brisé l'appareil productif [XVI]. Si au lieu de la modernisation industrielle escomptée il s'est produit une régression répressive, c'est parce que le néolibéralisme balaye plus violemment les structures périphériques moyennement développées.

Les orthodoxes plus cyniques affirment que le modèle a échoué parce qu'il n'y a pas eu « d'ajustement suffisant sur le marché du travail » (J.L. Bour) et déclarent que la « législation sur le travail devrait être réformée » (M.Solanet) [XVII]. Mais jusqu'où veulent-ils pousser le génocide social ? Comment se fait-il que la pauvreté a augmenté de 40% depuis octobre 2001, que l'indigence a doublé au cours des six derniers mois, que la législation sociale s'est retrouvée démolie et que seul le travail au noir se développe avec des salaires moyens de 297 pesos ? Comment peut-on expliquer ce déclin par la prédilection argentine pour la fainéantise, les expédients et la loi du moindre effort

? Ou peut-être que cette involution terrifiante était différente des options délibérément choisies par l'ensemble de la société ?

Attentes hétérodoxes

Une quatrième explication de la crise associe des arguments institutionnalistes aux observations de l'économie hétérodoxe. Cette perspective attribue la débâcle argentine d'une part à la convertibilité, qui a « dénaturé les prix relatifs » (Hausman, Frenkel) et a ôté la compétitivité à l'économie (Plan Fénix) et d'autre part à « l'absence de contrat social » (L.Blaum) qui viendra contrecarrer la fragilité institutionnelle [XVIII].

Pourtant, la dévaluation exigée pour corriger la première anomalie a fini par aggraver l'autre problème parce que l'appauvrissement qui s'est produit à la fin de la convertibilité a également précipité l'effondrement général des institutions actuelles. Et cette ruine n'était pas le résultat de la « mauvaise gestion » de la dévaluation mais celui d'un transfert brutal des revenus des ouvriers vers les capitalistes. Les hétérodoxes ont étayé ce scénario de misère par des diagnostics emphatiques du retard de change qui omettent le « retard salarial » que la dévaluation aurait provoqué.

Ce qui caractérise le plus les anciens keynésiens et structuralistes, c'est l'absence totale d'interprétations qui leur sont propres. A tous les niveaux domine une adaptation littérale au néolibéralisme. Cette subordination est très visible dans l'éblouissement que produisent les figures « aggiornadas » du courant de pensée dominant comme J.Stiglitz [XIX]. L'ancien assistant de Clinton et ancien Directeur de la Banque Mondiale est devenu un haut personnage du Cono Sur depuis qu'il a commencé à parcourir le monde avec ses objections à l'ajustement, tant et si bien que la phrase « c'est Stiglitz qui l'a dit » est écoutée avec autant de révérence que les avis du FMI par le passé.

Toutefois cet aveuglement repose sur plusieurs impostures. La plus insupportable est le contraste entre les « politiques sociales » de la Banque Mondiale et les « mesures récessives du FMI », parce que les deux organisations agissent comme des agents des banques qui étranglent la périphérie. L'Argentine a, par exemple, versé 4 milliards de dollars aux deux institutions cette année et la Banque Mondiale n'a pas hésité à conserver les devises dont les enfants sous-alimentés ont besoin.

La toile de fond de la dispute entre Stiglitz et la gestion actuelle du FMI n'est pas la sensibilité sociale, ni les propositions de politiques plus contemplatives vis-à-vis des débiteurs. C'est seulement une empoignade entre les tenants du sauvetage des créanciers par de nouveaux crédits et les promoteurs d'une épuration partielle des banques et des fonds d'investissement les plus exposés. Aucune de ces deux alternatives ne suppose l'allègement de l'ajustement dans le Tiers Monde.

Cette dure réalité est cependant occultée par tous les hétérodoxes qui évoquent les « erreurs du FMI » au sujet de sa gestion « irresponsable » de l'Argentine (R. Lo Vuolo) [XX]. Mais où résidait l'erreur ? Dans les prêts, les recouvrements, les ajustements ou les refinancements ? Les hétérodoxes cherchent à éluder la réponse en survolant le conflit en toute neutralité, comme s'il était possible de juger les politiques économiques sans prendre parti. Ils oublient que pour mener à bien cette évaluation, il faut définir les intérêts en jeu parce que les échecs et les réussites se mesurent en fonction de ces objectifs. Aux yeux des banquiers, l'approche qui les empêche de recouvrer est erronée et pour les débiteurs, les mesures qui les acculent davantage sont malvenues.

C'est pour quoi le FMI ne s'est pas « trompé » lorsqu'il a imposé des ajustements qui ont permis aux financiers d'accumuler des fortunes replètes aux dépens des peuples latino-américains. La seule équivoque est propagée par ceux qui ne savent pas distinguer l'objet du litige dans la crise actuelle.

Néolibéralisme et dépendance

Contrairement aux quatre explications les plus courantes, la thèse qui met l'accent sur la responsabilité du néolibéralisme dans l'effondrement argentin part d'une caractérisation bien fondée. Quant à savoir lequel parmi ces traits a été le plus néfaste, cela reste sujet à discussion. Quelques analystes mettent en avant la « désindustrialisation » (J. Schvarter), d'autres « l'ouverture indifférenciée » (A.Ferrer), le « blocage technologique » (J. Sachs), « l'exclusion » (M.Schorr), le « système bancaire incohérent » (E. Levy, S. Schmukler) ou les « privatisations mal gérées » [XXI].

Il est toutefois indubitable que chaque politique a contribué à la dégradation de l'appareil productif et que leur mise en oeuvre commune a eu un effet destructeur. Néanmoins, la critique du néolibéralisme s'avère insuffisante parce que cette orientation n'était pas une particularité argentine mais un trait prédominant dans quasiment tous les pays au cours de cette dernière décennie. Et pourtant, l'effondrement provoqué par le néolibéralisme n'a pas été uniforme, ni homogène. Cette politique économique n'a, par exemple, pas été étendue à l'usine nord-américaine.

Quelques auteurs expliquent ces différences par le niveau « de mise en oeuvre réelle du modèle » et indiquent que sous la surface d'un langage uniforme, des politiques divergentes ont été élaborées. Mais cette distinction ne s'applique que très partiellement à certains secteurs et pays, puisque les années 90 ont été marquées par des mesures de privatisation, de libéralisation et de flexibilité du travail. C'est dans les effets d'une même politique sur les pays centraux et périphériques que réside la différence. Ainsi, par exemple, l'ouverture qui a détruit la fragile industrie des nations dépendantes a renforcé la capacité d'exportation de leurs concurrentes développées.

Les principales victimes du néolibéralisme de ces dernières décennies ont été les « pays émergents » (Mexique, Brésil, Corée du Sud, Indonésie, Turquie, Russie), qui, comme l'Argentine, ont souffert de crises économiques généralisées et de tragédies sociales incomparablement plus graves que celles des Etats-Unis, de l'Europe ou du Japon. L'effondrement argentin fait partie de ce processus, c'est-à-dire de l'effet des politiques d'ouverture, de déréglementation et de privatisation sur les pays périphériques. La crise n'obéit pas exclusivement au néolibéralisme. Elle est également le résultat de la polarisation impérialiste qui caractérise le capitalisme actuel.

Dette externe et bourgeoisie nationale

Il est essentiel de reconnaître cet effet de la dépendance sur la débâcle argentine pour comprendre la responsabilité conjointe des banques créancières et des groupes capitalistes locaux. Quelques chercheurs en ont rajouté sur ces derniers en disculpant les premières. Selon leur interprétation, l'origine de la crise était « une fuite de capitaux vers l'extérieur » organisée par le patronat et ils signalaient que le paiement de la dette externe n'était que la fonction de cet objectif (E. Basualdo)[XXII].

Cependant, cette vision opère une distinction incorrecte entre les groupes locaux rendus coupables de la catastrophe et les banques ou entreprises étrangères exonérées de cette responsabilité. Comment les entreprises nationales ont-elle été à la tête d'un processus aigu d'internationalisation et comment ont-elles resserré leurs liens avec les banques ? Préciser cette différenciation s'avère très difficile. Comment peut-on délimiter si précisément la sortie de fonds dont ont bénéficié les entreprises locales de la fuite de capitaux provoquée par l'exécution de la dette ? Pourquoi supposer que Perez Companc, Soldati ou Techint se sont enrichies sur le dos du peuple sans partager leurs bénéfices avec Citibank, BankBoston ou J.P.Morgan ?

Les preuves de cette association sont aussi nombreuses que les registres comptables d'opérations séparées et les banques étrangères en ont profité par divers moyens dans les deux cas. Les conversions de créances et les privatisations ne sont que deux exemples de cet usufruit. Par le premier mécanisme, on a organisé des échanges de

monnaies dévaluées contre des obligations d'état qui ont permis aux banques de recomposer leurs bilans et d'éviter la dangereuse exposition au risque avec des titres argentins. Dans le cas des privatisations, elles se sont débarrassées des obligations dépréciées et cotées à 100% de leur valeur nominale pendant la liquidation frauduleuse des entreprises publiques.

Supposer en outre que ce sont les groupes locaux et non les banques qui constituent la force dominante de l'état argentin contredit la preuve quotidienne de la suprématie exercée par le FMI dans le maniement du pouvoir. Par ailleurs, il est évident que les banques nord-américaines ont plus d'influence qu'un quelconque porte-parole de Macri ou Fortabat dans les hautes sphères de cet organisme. Et c'est pour cette raison que les exigences d'ajustement du FMI affectent aussi parfois les intérêts de ces groupes sur le plan de la fiscalité, des douanes ou du crédit.

Disculper les créanciers conduit certains économistes à proposer une renégociation de la dette externe pour en transférer le paiement aux patronats locaux par des impôts ou des accords de fiscalisation des mouvements de capitaux convenus avec les institutions financières internationales (C.Lozano)[XXIII]. Mais ces initiatives renouvellent les illusions d'un allègement de la dette négocié avec le FMI et déjà démenties à plusieurs reprises. Est-il réaliste d'imaginer un accord qui transférerait les coûts de l'ajustement aux capitalistes ? Est-il concevable d'avoir un accord avec le FMI qui, au lieu de réduire les salaires, imposerait des pénalités aux fortunes de Techint, Macri ou Perez Companc ? L'aspect le plus négatif de ce type de fantaisie est qu'il converge avec les mythes que diffusent les banques pour blanchir les créanciers et jettent ainsi la culpabilité de la catastrophe sur les « riches qui cachent l'argent à Miami » (R.Dornbusch)[XXIV].

La thèse de la neutralité des banques et de la responsabilité exclusive des groupes locaux dans la crise reconnaît le processus d'internationalisation observé dans ce dernier secteur. Elle affirme même que « l'internationalisation des groupes » et « l'extinction d'un patronat lié au marché interne » a débouché sur la « liquidation de la bourgeoisie nationale » (C. Lozano)[XXV]. Le niveau de cohérence exact de ce diagnostic sera déterminé pendant cette crise encore inachevée. On peut d'ores et déjà affirmer que cette conclusion comporte diverses incompatibilités politiques ignorées de ses auteurs qui omettent de définir si le projet alternatif qu'ils défendent est oui ou non capitaliste.

Compte tenu de la « disparition de la bourgeoisie nationale », pour promouvoir un « autre modèle de capitalisme », cette classe devra être remplacée dans l'édification de ce système, par l'encouragement de la différenciation sociale et par la préservation de la pauvreté, avec des politiques antagoniques au « choc redistributif » qu'encouragent les partisans de cette caractérisation. L'autre alternative consiste à lutter pour le socialisme mais ce projet ne figure pas non plus dans leurs plans. Par le postulat d'une « démocratie populaire participative », ils se limitent à définir le régime politique mais pas le statut social du système proposé. Le choix entre ressusciter la bourgeoisie nationale et lutter pour le socialisme constitue un dilemme particulièrement passionnant, si la classe capitaliste locale s'est éteinte.

Le capitalisme au pilori

La dimension inédite de la crise argentine a induit dans son analyse l'intégration d'un aspect omis par les critiques habituelles du néolibéralisme et de la dépendance : le système capitaliste. La remise en question de ce régime a resurgi à la suite de la violence expropriante vécue par la population. La marge de revendication de l'existence « d'un seul monde capitaliste...qui signifie gagner de l'argent » (A.Coto) ou de glorification de l'imaginaire « égalité des chances » de ce régime (H. De Soto) s'est réduite de façon radicale [XXVI].

Lorsqu'ils reprennent cette perception, les politiques de centre gauche n'insistent plus autant sur la remise en question du « manque de capitalisme », ni sur l'exigence de « l'édification d'un autre capitalisme », ils préfèrent plutôt mener campagne avec l'explication suivante : « nous luttons contre le capitalisme en dénonçant les mafias » (E.Carrió)[XXVII]. L'habitude de se référer à ce régime par la tangente, en éludant son identification à la prospérité et

au progrès individuel s'impose à nouveau.

Le regard critique s'est également étendu aux intellectuels du progressisme qui ont commencé à découvrir que le modèle néolibéral est « la raison d'être du capitalisme » et qui reconnaissent l'impossibilité de « se défaire de la matrice des inégalités » sans lutter contre le système (J.P.Feinman)[XXVIII]. Souligner que le capitalisme est la cause centrale de la crise s'avère essentiel pour comprendre pourquoi la misère et la dépression sont les conséquences d'un système qui engendre inévitablement des cataclysmes économiques et des catastrophes sociales.

Cette reconnaissance est une condition nécessaire mais insuffisante pour caractériser la débâcle argentine. Lorsqu'on présente la crise comme une simple « conséquence du capitalisme », une explication d'ordre général revient à nuire à la compréhension d'un élément. Le capitalisme prédomine dans presque 200 pays et c'est l'origine ultime de situations très différentes dans chaque pays. Affirmer que la « débâcle argentine est une expression de la crise mondiale » n'explique pas grand chose non plus. Parce que ce processus commun qui touche tant le Danemark que l'Equateur a eu un effet très inégal dans les deux pays. La prise en compte de ces différences est très importante parce que l'Argentine ressemble beaucoup plus à l'Equateur qu'au Danemark.

Que la crise argentine soit capitaliste n'implique pas son assimilation avec un quelconque désastre, dans un quelconque pays et à un moment quelconque. L'analyse de la débâcle nationale exige l'observation de ses particularités distinctives. Et cet éclaircissement s'avère indispensable pour comprendre que le capitalisme, loin d'être un système internationalement uniforme et homogène, se caractérise par un développement inégal et composite dont les résultats varient grandement d'une nation à l'autre. C'est seulement par l'exploration de ces particularités que l'on peut comprendre pourquoi certaines crises économiques brisent les fragiles maillons du système à un moment donné [XXIX].

Comparaisons

La catastrophe argentine est une crise capitaliste, typique d'un pays périphérique et accentuée par la mise en oeuvre de politiques néolibérales dans un cadre désavantageux pour l'accumulation de richesse. Associer ces quatre éléments à hiérarchie variable est vital pour rendre compte de l'ampleur de l'effondrement. L'observation de similitudes et différences avec d'autres pays apporte un autre éclairage sur ce phénomène.

Dans ces comparaisons, l'erreur la plus fréquente consiste à présenter le « cas argentin » comme un fait unique au monde. Ceux qui ont coutume de demander : « pourquoi avons-nous été touchés par la débâcle ? » oublient que les trois quart des habitants de la planète ont un niveau de vie égal ou inférieur à celui de l'Argentine. Il suffit de se rafraîchir la mémoire avec cette information pour remarquer que notre tragédie est partagée par la majorité des habitants de la Terre.

Comme en outre il est évident que la place occupée par chaque pays dans la division internationale du travail n'est pas le fruit d'une décision facultative, cela n'a pas de sens d'aller chercher les raisons de notre chute exclusivement dans une certaine conduite « qui nous distingue de ceux qui ont réussi ». Il est arrivé la même chose à la majorité des pays parce qu'il y a peu de place pour les gagnants sur le marché mondial et c'est pour cette raison que la périphérie a tendance à souffrir des effets de la polarisation impérialiste. C'est par la méconnaissance de ces conditionnements que beaucoup d'analystes laissent libre cours à leur fantaisie et mettent notre pays dans le groupe du « Premier monde » dès que le modèle de l'Autriche, de la Suède ou de la Norvège est copié (J. Nun, R. Terragno, B. Kliksberg)[XXX].

Il est plus facile d'affirmer cet objectif que d'expliquer comment l'atteindre, parce que le rêve du « Premier monde »

semble ignorer que Tucumán ressemble déjà au Biafra et qu'un passeport argentin est synonyme de réfugié indésirable en Occident. La tendance à oublier que les conditions du début du XX^{ème} siècle sont parties en fumée les empêche de comprendre pourquoi le pays, « creuset des races », expulse aujourd'hui massivement son « excès de population ». L'Argentine est restée très décalée sur le marché mondial et c'est pourquoi le PIB par habitant est tombé en dessous de celui des pays pauvres d'Europe qui, comme ils sont associés à un bloc dominant, ont pu jusqu'à présent éviter les cataclysmes des économies dépendantes.

Notre pays fait aujourd'hui partie d'un peloton de nations latino-américaines qui perd sa force de gravité internationale à la suite de l'endettement étouffant, de la détérioration des conditions de change et du déplacement de l'industrie vers d'autres régions de la périphérie. Des réaménagements de ce type se sont produits à plusieurs reprises dans l'histoire du capitalisme et ils ont toujours plutôt obéi à des tendances globales d'investissement qu'aux efforts « d'attractivité du capital » réalisés par chaque classe dominante nationale. Ce n'est pas le « comportement pacifique des personnes » au Canada (A. Clarkson), ni le « caractère souple des institutions » en Australie (L. Diaz Frers) qui a creusé la brèche avec ces pays, mais le remodelage objectif de la division internationale du travail. [XXXI].

De même, les économistes qui critiquent le fait de ne pas avoir suivi le « chemin du sud-est asiatique » (A.Ferrer) ont pour habitude méconnaître ces déterminations structurelles et ne parviennent jamais à expliquer comment nous aurions pu parvenir à le suivre [XXXII]. Il est évident que l'afflux de capitaux vers cette région ne se limite pas à un pays et ne dépend pas non plus d'une politique économique mais il fait partie d'une délocalisation de l'investissement en « main d'oeuvre intensive » par les entreprises les plus internationalisées. Conséquence du bond de la mondialisation, l'attrait en terme d'investissement que représentaient les marchés domestiques protégés, comme le marché argentin des années 50, s'est aujourd'hui déplacé vers les enclaves d'exportations industrielles de base. C'est pourquoi l'attente « d'un retour à la vieille Argentine florissante » n'est pas réaliste non plus.

Face à une grande variété de comparaisons non concluantes, la comparaison entre l'Argentine et le Chili mérite une plus grande attention parce que la performance économique de ces deux pays voisins a connu une bifurcation notable ces vingt dernières années. L'orthodoxie explique la croissance chilienne par « l'ouverture commerciale » (M.Teijero), par les « réformes qui ont encouragé les investissements » (D.Artana) et par « l'accent mis sur l'exportation » (M.Grondona), alors que les hétérodoxes soulignent « qu'on y a agit contrairement aux exigences du FMI » (R.French-Davis)[XXXIII].

Toutefois, avant de théoriser sur les avantages et inconvénients universels du néolibéralisme, les deux groupes devraient prendre note du caractère très particulier de la croissance transandine dans le contexte de la régression généralisée en Amérique Latine. Cette particularité obéit à de multiples raisons économiques (faible niveau d'industrialisation antérieur, complémentarité des exportations primaires avec les Etats-Unis, ouverture vers le Pacifique), politiques (déroute historique de la Unidad Popular), militaires (transition commandée par le pinochetisme), sociales (affaiblissement des organisations ouvrières, polarisation des revenus après les privatisations) et idéologiques (cautionnement du néolibéralisme dans les classes moyennes). Mais ces processus reflètent aussi la fragilité d'un modèle qui n'a pas modifié la matrice dépendante de l'économie.

Observer l'effondrement argentin dans le miroir des autres nations est un exercice utile pour comprendre les causes spécifiques de ce désastre. Mais c'est une perspective trompeuse si l'on naturalise la crise comme un fait inévitable et que l'on raisonne selon le critère de celui qui souffre le moins. Oublier que le capitalisme est un système d'oppression et de souffrance dans le monde entier empêche de voir qu'il fonctionne par des tourments changeants et des tragédies qui se déplacent géographiquement et frappent indéfectiblement l'ensemble des travailleurs et des opprimés.

Deux scénarios et une alternative

Cette fois-ci, la crise argentine ne s'est pas limitée à une chute de la production mais elle a entraîné à la dérive une énorme frange de l'industrie et des banques et provoqué une scandaleuse paupérisation, la famine, des maladies et un déclin culturel. Dans ce type d'effondrement, les déclencheurs qui permettent la revalorisation du capital sur les décombres des survivants retrouvent traditionnellement une assise. Toutefois, le default financier et la perte de place au niveau international rendent cette reprise improbable à court terme.

Si la crise touche le fond, la reconstruction capitaliste cautionnera la fracture sociale et la stabilisation de la misère comme un élément structurel du pays. On pourrait recréer un environnement de prospérité chez le cinquième exportateur mondial d'aliments mais il serait réservé à la faible frange qui participe au fruit de cette activité. Pour le reste du pays, la perspective est celle d'une « économie de pénurie » et de dégradation perdurable.

Il est également possible que la crise continue à s'approfondir sans parvenir à la stabilisation d'un modèle rénové d'enclave exportatrice. Dans ce cas, la question choquante de savoir « si l'Argentine existe » (A.Touraine) ne sera plus une question métaphysique et deviendra une interrogation réelle sur l'intégrité territoriale et la souveraineté officielle du pays [XXXIV].

Il est important de préciser la caractérisation de la crise pour évaluer les probabilités de ces scénarios et pour définir un programme populaire alternatif. Cette plateforme doit tenir compte de l'origine capitaliste du désastre, de sa particularité périphérique et de l'effet dévastateur des politiques néolibérales passées dans les conditions désavantageuses à l'accumulation de richesses qu'offrait l'Argentine ces dernières décennies.

Ces caractérisations constituent le fondement conceptuel d'élaboration d'un projet socialiste adapté à la réalité, de développement des priorités et des voies possibles d'une reconstruction économique. Dans cette perspective, beaucoup d'intellectuels travaillent, participent activement à la révolte populaire et soutiennent une lutte pour une nouvelle société d'égalité, de justice et de coopération. Progresser dans l'élaboration d'un diagnostic solide de la crise constitue un aspect central de cette construction.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi